

services armés. Nos vétérans, hommes et femmes ne sauraient se contenter de théories, de plans et de promesses. Ils réclameront des actes précis. Les services incalculables qu'ils nous ont rendus n'ont reçu aucune rémunération quelque peu appréciable; or ils ont droit à tous les avantages que la reconnaissance de leur pays peut leur offrir pour en faire des citoyens satisfaits et heureux.

La question d'assurer un emploi constant et rémunéré à tous nos citoyens valides et désireux de travailler ne le cède en importance qu'à la nécessité primordiale de gagner promptement et définitivement la guerre.

Le gouvernement fédéral ne saurait, par des aumônes, apporter à ce problème une solution suffisante ou satisfaisante. Les secours directs ne reviendront jamais. Pour procurer de l'emploi à tous nos citoyens et surtout pour le leur conserver, il faut de toute nécessité compter sur la collaboration du commerce et de l'industrie. D'après un récent état présenté par le ministre du Travail (M. Mitchell), deux millions de Canadiens occupent aujourd'hui des emplois qui n'existaient pas avant l'ouverture des hostilités et dont la plupart cesseront avec la guerre ou auparavant. Il est donc très facile de se rendre compte qu'un effort incomplet et sans coordination ne peut apporter une solution au problème qui se pose au pays.

Si le Gouvernement doit appliquer à l'étude et à la solution du problème de l'embauchage après la guerre, ses méthodes de mobilisation et d'utilisation de nos effectifs humains pour la guerre, on ne peut offrir à la population que très peu d'espoir sur leur réussite. En dépit de l'optimisme du ministre du Travail, l'institution du Service sélectif national et son application n'ont apporté à la population canadienne qu'un amère désillusion. Le gouvernement a demandé et obtenu des pouvoirs illimités en vue de la mobilisation complète de nos ressources en hommes; il a obtenu tous les organismes nécessaires et même peut-être certains organismes superflus. Il n'a pas eu cependant la volonté et le courage d'en tirer parti au bon moment lorsqu'ont surgi les problèmes de la main-d'œuvre.

Il est bon de se rappeler qu'avant la guerre, l'agriculture, l'industrie et les affaires employaient 95 p. 100 de la main-d'œuvre au Canada. De plus, seule la collaboration entre l'agriculture, l'industrie et les affaires rendra efficace les projets à longue portée élaborés pour la période de restauration et les années qui la suivront. Le peuple canadien a accepté de bonne grâce les restrictions imposées à sa liberté afin de gagner la guerre. Dans notre économie du temps de paix, la population exigera des salaires équitables, des prix équitables pour les produits de la ferme et de

l'usine puis, surtout, la liberté de vivre comme elle l'entend. La bureaucratie doit disparaître.

Les mesures qui entravent et restreignent sans besoin l'industrie et les affaires n'aideront nullement à atteindre le but de l'emploi intégral de la main-d'œuvre. La grande majorité des Canadiens admet et accepte aisément la nécessité d'organismes suffisants créés pour combattre le développement des monopoles et des cartels. Le parti conservateur progressiste s'oppose résolument à cette usurpation du pouvoir public par l'industrie privée, mais il continuera jusqu'au bout la lutte dans l'intérêt du petit négociant, du cultivateur et de l'ouvrier. Nous sommes d'avis que l'on devrait d'ores et déjà s'appliquer à réaliser des projets propres à donner à toutes les entreprises d'affaires, à toutes les industries, qu'elles soient considérables ou non, y compris l'agriculture, leur place légitime dans notre économie, et la possibilité de prospérer à l'avenir.

Les discours prononcés récemment par le ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Mackenzie) et le ministre des Munitions et approvisionnements (M. Howe) ne nous portent pas à croire que des projets bien élaborés ou coordonnés en vue de résoudre le problème de l'emploi aient été arrêtés. A Vancouver le 13 décembre dernier, le ministre des Pensions et de la Santé nationale disait entre autres choses ce qui suit:

Nous avons l'intention de préparer, avec l'aide de l'Etat, un vaste programme d'entreprises, de travaux publics et d'exploitation de ressources de toutes sortes, afin qu'il n'y ait pas solution de continuité entre le temps de guerre et le temps de paix.

Déclaration importante, à la vérité! Le même jour, dans un discours prononcé à Toronto, le ministre des Munitions et approvisionnements s'est exprimé dans les termes suivants:

Lorsque tous ceux qui font des plans pour l'après-guerre comptent sur les travaux publics et les secours de l'Etat, il n'y a pas à s'étonner que les tenants du socialisme recrutent des adeptes nombreux.

Ce n'est certes pas un exemple bien frappant de la collaboration et de la coordination que le Gouvernement devra exercer pour résoudre le problème de l'embauchage après la guerre.

Pas de collaboration, cette fois, et cela ne cadre pas avec la déclaration du ministre des Pensions et de la Santé nationale sur le sujet, le premier de ses observations d'alors. Je suis d'avis que le Gouvernement devrait établir un nouveau ministère qui comprendrait tous les aspects de notre vie économique dans sa transition du régime de guerre au régime de paix, des problèmes de la nature